

M. GRAYDON: J'aurais une question différente à poser, mais je pourrais attendre si quelqu'un désire continuer sur le même sujet.

Le PRÉSIDENT: Le ministre peut nous consacrer encore cinq minutes.

M. GRAYDON: En dépit des opinions diverses exprimées pendant ce débat sur notre politique en extrême Orient (peut-être que cette diversité d'opinion n'était pas aussi grande qu'on aurait pu le croire, mais elle existe), j'imagine que c'est le sentiment de tous les membres du Comité et du Parlement qu'il existe, au fond de toute cette divergence, l'impression que les puissances libres devraient posséder une sorte d'organisme actif de consultation pour toutes les questions internationales. L'alliance Nord-Atlantique remplit ce rôle pour ce qui concerne les nations de l'Atlantique-Nord et je verrais d'un œil favorable un organisme semblable pour ce qui concerne les questions coréennes. Il me semble qu'actuellement, le besoin primordial du monde libre est d'avoir un système efficace de coordination entre les politiques des divers pays, non pas au niveau inférieur, mais au niveau des dirigeants, si nous voulons pouvoir former l'opinion publique de chaque constituant de cette libre alliance. Et cela pourrait se faire par l'entremise des Nations Unies, parce que cet organisme comprend des nations libres et d'autres qui ne le sont pas. Cela pourrait se faire par l'entremise de l'alliance Nord-Atlantique; mais à mon avis, il faudra que nous mettions bientôt sur pied, d'une manière ou d'une autre, un système constructif d'entente entre les autorités des puissances libres afin de préserver l'équilibre et l'intégrité de nos objectifs de nations libres. Je crois qu'on insistera de plus en plus sur cette nécessité. On s'en est rendu compte aux États-Unis et la même chose pourra se produire dans d'autres pays. Ce problème m'inquiète et je sais que le ministre doit s'en inquiéter lui aussi, car c'est là une des principales préoccupations du peuple canadien à l'heure actuelle. Les Canadiens voudraient avoir voix au chapitre des affaires internationales, à quelque endroit que ce soit. Ils n'espèrent pas avoir le dernier mot ni une influence prépondérante; cela dépend entièrement de ce que nous pouvons apporter comme contribution et de nos engagements financiers. D'après moi, ce qui importe, c'est qu'au moins chacun ait son mot à dire par l'entremise d'un organisme efficace, grâce auquel le public aurait réellement confiance que notre pays joue le rôle qui lui revient. Pouvons-nous espérer voir cette idée se réaliser?

L'hon. M. PEARSON: Je pense que nous devons faire la distinction entre la consultation sur ces questions...consultation désirable et même essentielle...et l'établissement d'un organisme central de consultation continue et totale, sur un haut niveau politique, ce qui pourrait n'être pas facile. M. Graydon se rappellera que même aux heures décisives de la guerre, nous n'avions pas d'organisme central de consultation politique. MM. Roosevelt et Churchill se rencontraient quand la situation semblait l'exiger; ils ont souvent conféré ensemble mais on n'a pas constitué d'organisme permanent de consultation.

Il y avait aussi les états-majors combinés pour les consultations militaires, où les autres pays avaient aussi des représentants. S'il est peut-être difficile de constituer la sorte d'organisme central consultatif dont vous parlez pour la politique, le fait est qu'il existe un organisme permanent de consultation dans le cas de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord. Nous avons aussi, comme M. Graydon le faisait remarquer, le comité consultatif sur la Corée à Washington, s'il vous plaît que nous l'appelions ainsi. Mais en dehors de ces deux organismes, je ne me rappelle pas qu'il se soit jamais produit ou préparé un événement politique d'importance au sujet duquel nous n'ayons pas été informés ou consultés de quelque façon, pendant les deux ou trois dernières années.